

## AKTUELL

## VIDÉOSURVEILLANCE

# Dr François and Mr Bausch

Luc Caregari

**L'extension de la vidéosurveillance dans la capitale est un des nombreux thèmes qui provoquent le symptôme de la langue fourchue chez les Verts. Il est donc étonnant qu'à présent le nouveau ministre de la Force publique la voie d'un œil critique.**

Non, la police ne collecte pas que vos données, elle vous filme aussi. Du moins si vous avez le malheur - ou le bonheur - de travailler dans le quartier de la gare ou environs à Luxembourgville. Il se trouve que, comme pour les données compilées par la justice et la police, la base légale de ces enregistrements n'est pas toujours claire. La nouvelle réglementation sur la protection des données a en effet changé la donne pour la vidéosurveillance également - en l'occurrence le dispositif Visupol. La Commission nationale pour la protection des données (CNPd) l'avait pointé du doigt dans un avis de mars 2019 et suggéré « que les dispositions légales de [la nouvelle législation] soient davantage précisées afin d'inclure Visupol dans son champ d'application ». Les députés CSV Gilles Roth et Laurent Mosar se sont donc enquis de l'opinion de François Bausch sur cet avis - surtout que dans une réponse à une question urgente précédente, ce dernier avait insisté sur la légalité du dispositif.

**Ce qui est bon pour la gare, ne l'est pas pour le quartier.**

Et la réponse est tout à fait étonnante. François Bausch concède non seulement que l'avis de la CNPD est pertinent, mais communique aussi qu'une étude a été commandée à l'Inspection générale de la police (IGP) qui « analysera (...) si les règles actuellement appliquées à la vidéosurveillance répondent en tous points aux exigences de la loi ». Plus étonnant encore, l'opinion du ministre qui transparait : « J'ai toujours eu une attitude réservée vis-à-vis de la vidéosurveillance », écrit-il, avant de mettre en avant qu'il n'a jamais cédé aux pressions politiques réclamant une extension de la vidéosurveillance au temps où il était encore échevin de la capitale. Il conclut par le constat « que la vidéosurveillance ne constitue pas un remède miracle pour la

prévention (...) et que son exploitation doit être strictement limitée et clairement encadrée ».

On est dès lors en droit de se demander si c'est le même François Bausch qui avait répondu quelques semaines plus tôt au pirate Marc Goergen - qui s'inquiétait de la sécurité des agent-e-s CFL après un incident passager brutal à Oetrange et demandait des mesures de sécurité supplémentaires. Pour ce ministre Bausch, la vidéosurveillance accrue dans les gares serait un des remèdes efficaces pour renforcer le sentiment de sécurité des usagers et usagers des transports publics et du personnel ferroviaire. Pour quelqu'un d'aussi sceptique par rapport à la politique des caméras partout, ce n'est pas très logique.

D'ailleurs, ce n'est pas le seul dossier où les réticences de François Bausch face à la surveillance des citoyens ne tombent sous le radar. Justement avec les radars tronçon qui sont en train d'être installés sur la N11 entre Walldorf et Gonderange. Ces engins enregistrent chaque véhicule qui passe et calculent la vitesse moyenne ; si celle-ci est au-dessus de la limite, un PV est adressé à l'automobiliste. Le hic : ces bornes enregistrent chaque véhicule et pas uniquement ceux en fraude. Une disposition qui inquiète aussi du point de vue de la protection des données. Une question parlementaire, cette fois posée par les conservateurs Léon Gloden et Jean-Marie Halsdorf sur un jugement allemand ayant suspendu des radars tronçon en Basse-Saxe, avait eu comme réponse qu'« il s'agit d'une décision basée sur la législation allemande ». Même si Bausch a assuré que les « instances concernées » seraient réunies dans un groupe de travail pour donner leur avis, le risque de passer outre les avis consultatifs ou non des autorités luxembourgeoises est trop bien connu pour que son discours reste crédible. Ainsi, les réticences de Bausch contre la vidéosurveillance pourraient bien n'être qu'une réaction au scandale des bases de données - histoire de s'assurer une blouse blanche immaculée, comme les docteurs...

## SHORT NEWS

## Statec: Gratis Öffis gut fürs BIP

(ja) - Der kostenlose öffentliche Transport wird billiger für den Staat als gedacht. Das hat das nationale Statistikinstitut Statec in einer Stellungnahme mitgeteilt. Dass künftig fast keine Fahrkarten mehr verkauft werden, senkt zwar die Einnahmen des Staates, sorgt aber für mehr Kaufkraft der Haushalte und senkt die Arbeitskosten der Betriebe - die Maßnahme finanzierte sich laut den Berechnungen des Statec also zum Teil selbst. Besonders profitieren dabei natürlich einkommensschwache Haushalte. Die sind laut Statec übrigens nicht so sehr von den steigenden Spritpreisen betroffen, denn viel Treibstoff kaufen vor allem Haushalte mit hohen Einkommen. Die Erhöhung sorgt allerdings für weniger Einkünfte beim Staat, da durch die höheren Treibstoffsteuern der Verkauf von Benzin und Diesel sinkt. Auch die viel kritisierte Arbeitszeitreduzierung ist laut der Statistikbehörde gut für das BIP und sorgt außerdem dafür, dass ab 2020 mehr Menschen eingestellt werden. Die Mindestloohnerhöhung und die niedrigeren Steuern für Betriebe sorgen ebenfalls für leichtes BIP-Wachstum. Wenn es so gut für die Wirtschaftsleistung ist, sollten wir in Zukunft vielleicht alle weniger arbeiten und mehr Dinge umsonst bekommen?

## „Menscheliewen retten ass kee Verbräichen!“

(tj) - Unter diesem Motto rufen sieben Organisationen am Samstag zu einer Demo auf. Anlass gibt die nach wie vor dramatische Situation im Mittelmeer, wo seit Anfang des Jahres rund 600 Geflüchtete ertrunken sind. Die Organisationen prangern die mangelnde Hilfsbereitschaft der EU an: Indem sie weder Rettungsbote oder die finanzielle Unterstützung privater Organisationen wie Seawatch, noch sichere Einwanderungswege garantiere, entziehe sie sich jeglicher Verantwortung. Die Kritik richtet sich aber auch gegen Luxemburg: „Eis eréischt amësche wann d'Leit bis lieweg an der EU ukomm sinn, geet net duer: Mir müssen déi honnerten Doudeger all Joers verhënneren!“ ist im Beschreibungstext des entsprechenden Facebook-Events zu lesen. Die Organisationen schließen sich den internationalen Protesten an und rufen dazu auf, an diesem Samstag, dem 6. Juli ab 14 Uhr auf der Place d'Armes zu demonstrieren.

## Richtigstellung

(tj) - In der Ausgabe von letzter Woche wurde auf Seite 5 fälschlicherweise behauptet, die Regierung plane, die Steuerklasse 1A abzuschaffen. Laut Koalitionsplan ist vielmehr vorgesehen, progressiv ein individualisiertes Steuermodell einzuführen. Mit den Worten der Regierung: „Die Einführung einer neuen einheitlichen Steuertabelle soll auch die steuerliche Belastung natürlicher Personen, insbesondere benachteiligter Personen, erleichtern, während die Existenz unterhaltspflichtiger Kinder gebührend berücksichtigt wird.“

online

## Fichier central und LGBT-Senioren

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions régulièrement des articles sur [woxx.lu](http://woxx.lu). Par exemple:

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf [woxx.lu](http://woxx.lu), hier einige Highlights dieser Woche:

**Fichier central : Un formulaire et un déni** Pendant que le parquet essaie de se laver les mains de la polémique sur les bases de données de la justice et de la police, le Chaos Computer Club met à disposition un site web pour les citoyens-ne-s. [woxx.eu/fichiercentral](http://woxx.eu/fichiercentral)

**Adapto: Kein gratis Angebot** Diese Woche wurde in der Chamber die Motion des Abgeordneten Marco Schank abgelehnt, den Transport-Dienst Adapto künftig gratis zur Verfügung zu stellen. [woxx.eu/adapto](http://woxx.eu/adapto)

**Queerness und Altenpflege: „Besonders im Hinblick auf trans Menschen ist das Personal unzureichend informiert“** Christine, Krankenschwester in der Gerontologie, spricht in einem Interview über ihren Berufsalltag - und zeigt sich unter anderem besorgt über Transphobie im Gesundheitssektor. [woxx.eu/lgbtsenior](http://woxx.eu/lgbtsenior)